

Unité départementale de Loire-Atlantique  
5 rue Françoise Giroud  
44200 Nantes

Nantes , le 14/04/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/03/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **RISQUES**

#### **CARRIERES CHASSE**

Le Gros Buisson  
44320 ST VIAUD

Références : N1-2022-292 - rapport\_v2

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/03/2022 dans l'établissement CARRIERES CHASSE implanté Le Gros Buisson 44320 ST VIAUD . L'inspection a été annoncée le 01/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CARRIERES CHASSE
- Le Gros Buisson 44320 ST VIAUD
- Code AIOT dans GUN : 0006301346
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La carrière du Gros Buisson est une carrière de roches massives qui comporte également une installation de traitement des matériaux. La production annuelle autorisée est de 290 000 tonnes par an en moyenne et 400 000 tonnes par an au maximum.  
La carrière est également autorisée à accueillir des déchets inertes extérieurs pour le remblaiement partiel de la fosse d'extraction.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- risque incendie (en inopiné),
- tirs de mines,
- gestion des déchets d'extraction.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Interdiction d'accès au site	Arrêté Préfectoral du 15/01/2014, article 2.3.1	/	Sans objet
Plan des moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 15/01/2014, article 2.3.3.2	/	Sans objet
Présence et signalisation des moyens	Arrêté Préfectoral du 19/01/2014, article 2.3.3.2	/	Sans objet
Stockage de la cuve de carburant mobile	Arrêté Préfectoral du 15/01/2014, article 3.2.2-V	/	Sans objet
Surveillance des vibrations et de la surpression acoustique	Arrêté Préfectoral du 21/01/2014, article 3.6.2.4	/	Sans objet
Gestion et suivi des zones de stockage – suivi déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
Plan de gestion des déchets – nature et quantité	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
Plan de gestion des déchets – lieu d'implantation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 15/01/2014, article 2.4.5	/	Sans objet
Profondeur d'extraction	Arrêté Préfectoral du 15/01/2014, article 2.4.2.2	/	Sans objet
Vérification annuelle des moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 16/01/2014, article 2.3.3.2	/	Sans objet
Réserve de sable distribution de carburant	Arrêté Préfectoral du 20/01/2014, article 2.3.3.2	/	Sans objet
Consignes sur le risque incendie	Arrêté Préfectoral du 20/01/2014, article 2.3.3.3	/	Sans objet
Affichage des consignes incendie	Arrêté Préfectoral du 21/01/2014, article 2.3.3.3	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Tirs de mines – qualification du personnel	Arrêté Préfectoral du 21/01/2014, article 3.6.2	/	Sans objet
Préparation des tirs de mines	Arrêté Préfectoral du 21/01/2014, article 3.6.2.2	/	Sans objet
Valeurs limites de vibration et surpression acoustique	Arrêté Préfectoral du 21/01/2014, article 3.6.2.3	/	Sans objet
Enregistrement des tirs de mines	Arrêté Préfectoral du 21/01/2014, article 3.6.2.5	/	Sans objet
Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I	/	Sans objet
Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A - vérification	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
Gestion et suivi des zones de stockage – Localisation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
Plan de gestion des déchets – traitement des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
Plan de gestion des déchets – mesures de prévention	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
Plan de gestion des déchets – surveillance	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
Plan de gestion des déchets – remise en état	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La cuve mobile de carburant doit être placée au plus vite sur rétention, dans l'attente de l'information de ses caractéristiques (double paroi ou pas, suivi de l'intégrité de l'éventuelle double paroi).

La clôture doit être remise en état afin d'éviter toute intrusion sur le site.

Suite à la mise en place d'un nouvel atelier, l'exploitant doit finaliser au plus tôt l'installation des extincteurs et les localiser sur un plan.

Le plan de gestion des déchets d'extraction doit être actualisé pour affiner les quantités produites et préciser l'ensemble des zones de stockage, y compris celles déjà remises en état.

## 2-4) Fiches de constats

### Nom du point de contrôle : Plan d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/01/2014, article 2.4.5
<b>Thème(s) :</b> Autre, Plan d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> Un plan d'échelle minimale de 1/1250e de l'exploitation est mis à jour au moins une fois par an et doit indiquer explicitement : <ul style="list-style-type: none"><li>• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 mètres,</li><li>• l'emplacement des bornes (y compris celle de nivellement),</li><li>• les bords de fouille (avancement de l'exploitation),</li><li>• les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs.</li></ul> Doivent également apparaître de manière distincte sur ce plan ou un plan complémentaire : <ul style="list-style-type: none"><li>• les zones en cours d'exploitation,</li><li>• les zones exploitées et remises en état et la nature du réaménagement effectué,</li><li>• les zones exploitées en cours de réaménagement,</li><li>• les futures zones à exploiter,</li><li>• la localisation des installations (traitement des matériaux, bassins de décantation, atelier, aire de ravitaillement, ...) et des stockages de matériaux,</li><li>• la localisation des pistes et accès.</li></ul> Un exemplaire de ce plan est transmis annuellement à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Le plan mis à jour le 30/11/2021 a été transmis par mail préalablement à la visite d'inspection et remis en version papier lors de la visite. Le plan contient les différents éléments demandés.
<b>Observations :</b> L'atelier a récemment été déménagé ainsi que la station-service, l'aire de lavage, le séparateur à hydrocarbures. Ces installations doivent être localisées sur le plan d'exploitation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### Nom du point de contrôle : Profondeur d'extraction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/01/2014, article 2.4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Profondeur d'extraction
<b>Prescription contrôlée :</b> La cote minimale de fond de fouille est fixée à – 102 m NGF.
<b>Constats :</b> D'après le plan d'exploitation mis à jour le 30/11/2021, la côte minimale est actuellement à – 69 m NGF.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Interdiction d'accès au site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/01/2014, article 2.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accès au site
<b>Prescription contrôlée :</b> L'accès à l'exploitation est interdit au public. Pour cela, le périmètre est solidement clôturé et les accès sont fermés par des portails.
<b>Constats :</b> Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que la clôture est dégradée et permet l'accès au site en trois endroits au niveau de la zone ouest du périmètre, notamment au niveau du portail secondaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Plan des moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/01/2014, article 2.3.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Les moyens de lutte contre l'incendie sont reportés sur un plan tenu à jour
<b>Constats :</b> Le plan des moyens de lutte contre l'incendie n'est pas à jour suite au déménagement récent de l'atelier.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Présence et signalisation des moyens

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/01/2014, article 2.3.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Les moyens de lutte contre l'incendie sont immédiatement disponibles : leurs emplacements sont signalés et leurs accès sont maintenus libres.
<b>Constats :</b> A l'atelier, il a été constaté la présence d'extincteurs. L'emplacement des extincteurs n'est pas signalé.
<b>Observations :</b> L'exploitant a indiqué que les extincteurs n'étaient pas encore à leur place définitive car l'aménagement du nouvel atelier n'est pas finalisé. Les panneaux permettant de localiser l'emplacement des extincteurs étaient placés à proximité de ceux-ci.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Vérification annuelle des moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/01/2014, article 2.3.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Les moyens de lutte contre l'incendie sont vérifiés au moins une fois par an.
<b>Constats :</b> Lors de la visite, le registre de sécurité a été consulté. La vérification annuelle des extincteurs a été réalisée le 04/11/2021 avec le constat de 3 équipements à changer. Ces équipements ont été changés le 04/01/2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Réserve de sable distribution de carburant

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/01/2014, article 2.3.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement dispose d'une réserve de produits absorbants incombustibles et d'une pelle à proximité de l'installation de distribution de carburant.
<b>Constats :</b> Lors de la visite, il a été constaté l'absence d'une réserve de produits absorbants incombustible et d'une pelle près de la station service. Cependant, un extincteur à poudre ABC de 50 kg était présent au niveau de la station service.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Consignes sur le risque incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/01/2014, article 2.3.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Des consignes doivent notamment indiquer : La nécessité de collecter et de confinement des eaux d'extinction ; la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone [...], des services d'incendie et de secours, [...] ...
<b>Constats :</b> Il a été constaté l'existence d'une consigne "incendie" et d'une consigne "fuite d'un polluant, gestion des eaux d'extinction d'incendie". Le confinement des eaux d'extinction d'incendie est prévu par l'arrêt des pompes. Le numéro des services de secours est rappelé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Affichage des consignes incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/01/2014, article 2.3.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Les consignes relatives au risque incendie doivent être portées à la connaissance des utilisateurs de la carrière par un affichage placé judicieusement sur le site
<b>Constats :</b> Il a été constaté l'affichage en salle de pause des consignes incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Stockage de la cuve de carburant mobile

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/01/2014, article 3.2.2-V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, pollution des eaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention.
<b>Constats :</b> Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que la cuve mobile de carburant, destinée au ravitaillement de la pelle en fond de fouille, était stockée sur l'aire étanche de la station service. Cette cuve n'était pas placée sur rétention et l'exploitant n'était pas en mesure de préciser si la cuve était équipée d'une double paroi et, dans l'affirmative, le moyen de vérifier que la double paroi était bien fonctionnelle.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Tirs de mines – qualification du personnel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/01/2014, article 3.6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Tirs de mines
<b>Prescription contrôlée :</b> Les tirs de mines sont réalisés par du personnel formé, qualifié et expérimenté.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis, préalablement à la visite d'inspection, le certificat de préposé au tir initial, l'habilitation à la garde, la mise en œuvre et au tir de produits explosifs au titre du code de la défense, la dernière attestation de stage de recyclage certificat de préposé au tir (06/01/2022), le permis de tir délivré par la société SERFOTEX (01/02/2022) pour deux personnes. Ces personnes sont effectivement les personnes qui ont signé les dossiers pour les tirs réalisés en 2022. Par sondage, il a été regardé le nom de la personne qui a signé le dossier de tir pour le tir du 29/06/2021. Il s'agissait d'une troisième personne pour laquelle l'exploitant a présenté les mêmes documents.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle :** Préparation des tirs de mines

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/01/2014, article 3.6.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Tirs de mines
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant définit un plan de tir en prenant en compte l'ensemble des gênes et des nuisances susceptibles d'être induites et assure la sécurité du public pendant les tirs. Le positionnement des trous de mine sur le front de taille est étudié et réalisé de façon à obtenir une utilisation optimale des explosifs. La maîtrise de l'épaisseur de la banquette à abattre sera assurée par une foration implantée de manière précise et permettant de repérer la position des trous de mines par rapport au front de taille. Cette implantation est effectuée par des moyens tels que des lasers. A défaut d'implantation précise, la qualité de la foration est contrôlée par des moyens appropriés (par exemple des sondes électromagnétiques). Toutes dispositions sont mises en œuvre (orientation des fronts de taille, réduction des charges unitaires et totales d'explosifs, durée des tirs,...) pour éviter toute projection de pierre à l'extérieur de l'emprise de la carrière et maintenir dans des limites acceptables pour l'environnement les vibrations et la pression acoustique induites par les tirs d'abattage ainsi que leur perception. Toutes dispositions sont prises (bourrage, recouvrement des cordeaux détonants, des raccords de surface, choix du procédé d'amorçage) pour limiter au mieux les effets sonores du tir.
<b>Constats :</b> Le dossier de prescriptions explosifs minage (version du 07/04/2021) a été consulté lors de la visite d'inspection. Le guide explosifs minage en carrières – Eurovia – version mai 2016, annexé au dossier de prescriptions a été transmis par l'exploitant préalablement à la visite.  Le guide prévoit l'implantation des trous de mines à l'aide d'un profileur laser, la réalisation d'un plan de tir avec une adaptation des charges en fonction de l'implantation, la réalisation d'un plan de foration, d'un rapport de foration et la mesure de la déviation de chaque trou de la première rangée.  Lors de la visite, le contrat signé le 24/01/2021 entre l'exploitant et son prestataire réalisant les opérations de minage a été consulté. Ce contrat prévoit un objectif maximum de vibration solidienne de 3 mm/s, inférieur aux valeurs limites de l'arrêté d'autorisation, et aucun dépassement de la valeur de 5 mm/s et de 125 dBL pour la surpression acoustique. En cas de dépassement de la valeur de 3 mm/s, le prestataire doit en analyser les raisons et proposer un plan de tir modifié.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Valeurs limites de vibration et surpression acoustique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/01/2014, article 3.6.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Tirs de mines
<b>Prescription contrôlée :</b> Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction. De plus, sur l'année civile, seuls 2 tirs peuvent être à l'origine de vibrations supérieures à 8 mm/s et seuls 5 tirs peuvent être à l'origine de vibrations supérieures à 5 mm/s. Par ailleurs, l'exploitant doit prendre toutes dispositions pour que le niveau de pression acoustique de crête soit inférieur à 125 décibels linéaires.
<b>Constats :</b> Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis les résultats des mesures de vibrations et de surpression acoustique mesurés lors des tirs de mines des années 2020, 2021 et 2022. En 2020, les niveaux maximums mesurés ont été de 3,4 mm/s pour les vibrations (avec une moyenne à 1,5 mm/s) et 121 dB pour la surpressions acoustique. En 2021, les niveaux maximums mesurés ont été de 3,4 mm/s pour les vibrations (avec une moyenne à 2 mm/s) et 123 dB pour la surpressions acoustique. En 2022 (jusqu'au 04/03/2022), les niveaux maximums mesurés ont été de 4,61 mm/s pour les vibrations et 119,6 dB pour la surpressions acoustique. Ces mesures sont conformes à la valeur prescrite de 5 mm/s.
<b>Observations :</b> On peut constater une dégradation des mesures de vibrations dans les sols même si les valeurs limites sont respectées. L'exploitant l'explique par l'extension de l'excavation qui rapproche les fronts des riverains ainsi que par le changement de prestataire. Cependant, l'exploitant a fixé contractuellement au prestataire un objectif maximum de 3 mm/s qui doit s'appliquer quelle que soit la distance aux riverains.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Surveillance des vibrations et de la surpression acoustique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/01/2014, article 3.6.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Tirs de mines
<b>Prescription contrôlée :</b> Chaque tir d'abattage doit donner lieu à des mesures de vibrations et de pression acoustique à au moins 1 emplacement. Sous réserve de l'accord des propriétaires, l'analyseur est placé sur l'habitation la plus proche du tir. Les analyseurs de vibrations et les appareils associés doivent être vérifiés et contrôlés tous les ans par un organisme extérieur.
<b>Constats :</b> L'exploitant a déterminé plusieurs emplacements de mesure à utiliser en fonction de la localisation du tir dans l'excavation. Par sondage, il a été vérifié la réalisation d'une mesure lors du tir du 04/03/2022. Une mesure de vibration et de surpression acoustique a été réalisée au niveau de deux habitations.  Pour le tir de mine du 04/03/2022, les sismographes n°12440 et 12448 ont été utilisés. Ces appareils ont fait l'objet d'un constat de vérification en date respectivement du 13/01/2022 et du 28/07/2021 par la société SIMI. Cette vérification porte uniquement sur la mesure des vibrations et non pas sur la pression acoustique mesurée par le microphone associé.
<b>Observations :</b> Pour les tirs réalisés au nord-ouest de l'excavation, ce qui est le cas des tirs réalisés en 2022, l'exploitant a indiqué avoir temporairement placé un deuxième analyseur de vibrations au niveau d'une deuxième habitation. Cette habitation pouvant être plus proche de l'emplacement des tirs que l'habitation habituellement instrumentée, l'exploitant devra étudier la possibilité de retenir ce point de mesure de façon pérenne et s'assurer que la mesure est réalisée au niveau de l'habitation la plus proche du tir, sous réserve de l'accord des propriétaires.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Enregistrement des tirs de mines

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/01/2014, article 3.6.2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Tirs de mines
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour chaque tir, l'exploitant dispose au minimum des indications suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• identification de la carrière ;</li><li>• date du tir ;</li><li>• plan du gisement avec position du front exploité ;</li><li>• description détaillée du tir : nombre de trous ; masse totale d'explosifs ; charge unitaire ; nature des explosifs ; mode d'amorçage ; durée du tir ; plan du tir en coupe et vue de dessus ; résultat des contrôles de foration et d'épaisseur de la banquette à abattre ;</li><li>• résultats des mesures de vibrations : identification de l'appareil de mesures ; localisation de la mesure ; enregistrement fourni par l'appareil (vibrations et pression acoustique).</li></ul>
<b>Constats :</b> Les dossiers de tir ont été vérifiés par sondage. Le dossier de tir du 04/03/2022 comporte l'ensemble des éléments demandés ainsi que les relevés des profils de la première rangée et le plan de chargement associé pour chaque trou de mine, le plan de foration et le rapport de foration, le contrôle de l'épaisseur de la banquette au niveau de la première rangée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets inertes et TNP (terres non polluées)
<b>Prescription contrôlée :</b> On entend par zone de stockage : - lorsque les déchets d'extraction sont inertes un endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins. Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté. On entend par déchets d'extraction les déchets provenant des industries extractives, tels que les résidus (c'est-à-dire les déchets solides ou boueux subsistant après le traitement des minéraux par divers procédés), les stériles et les morts-terrains (c'est-à-dire les roches déplacées pour atteindre le gisement de minerai ou de minéraux, y compris au stade de la préproduction) et la couche arable (c'est-à-dire la couche supérieure du sol). Ces déchets sont considérés comme des déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I du présent arrêté.
<b>Constats :</b> Des zones de stockage de déchets d'extraction existent sur le site, pour le stockage des terres de découverte, des stériles de découverte et des stériles d'exploitation. Compte-tenu des spécificités du site, ces déchets sont considérés comme inertes, dispensés de caractérisation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A - vérification

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets de catégorie A
<b>Prescription contrôlée :</b> En cas de risques de perte d'intégrité des zones de stockage des déchets d'extraction inertes tels qu'évalués selon les dispositions de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives, l'exploitant devra respecter les prescriptions prévues aux articles 7 à 9 de l'arrêté susmentionné.
<b>Constats :</b> La visite d'inspection n'a pas permis de diagnostiquer un potentiel risque de perte d'intégrité des zones de stockage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
<b>Prescription contrôlée :</b> Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution.
<b>Constats :</b> Lors de la visite d'inspection, il n'a pas été constaté d'instabilités ni d'envols de poussières.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Gestion et suivi des zones de stockage – suivi déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés.
<b>Constats :</b> Les volumes stockés sont évalués par la différence de levé topographique entre deux années. Les quantités de remblais mis en stock en 2021 sont indiquées par zone sur le plan topographique mis à jour le 30/11/2021. Cependant, sur la zone 3, le volume indiqué comporte à la fois des déchets d'extraction et des déchets inertes extérieurs.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Gestion et suivi des zones de stockage – Localisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.
<b>Constats :</b> Les déchets d'extractions mis en stocks en 2021 sont localisés sur le plan d'exploitation du 30/11/2021.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Plan de gestion des déchets – nature et quantité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : - la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
<b>Constats :</b> Le plan de gestion des déchets , daté du 11/01/2019, pour la période 2019-2024 prévoit le stockage d'environ 90 000 tonnes par an de déchets d'extraction (stériles de découverte et de pré-minage et stériles de production). La déclaration GERE pour l'année 2021 indique une part de stériles générés de 18 kt. Le plan topographique indique une mise en stock de remblais en 2021 de 12 145 m3 sur la zone 4 et de 24 560 m3 de remblais dans la zone 3. Cette zone 3 comprend également des remblais de déchets inertes extérieurs. Le plan de gestion des déchets doit être actualisé pour tenir compte d'une évaluation plus fine des déchets d'extractions effectivement stockés sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Plan de gestion des déchets – lieu d'implantation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;
<b>Constats :</b> Le Plan de gestion des déchets d'extraction localise certaines des zones de stockage qui continuent à être utilisées mais ne localise pas les zones remises en état. Le PGD doit être complété pour localiser y compris les zones historiques de stockage de déchets d'extraction.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Plan de gestion des déchets – traitement des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; -la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
<b>Constats :</b> Le PGD décrit les activités qui génèrent ces déchets (découverte et stériles issus des installations de production). Ils sont mis en stocks sans traitement particulier.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Plan de gestion des déchets – mesures de prévention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
<b>Constats :</b> Le PGD évalue comme très faibles les impacts potentiels de ces stockages sur l'eau, le sol, l'air ou la santé. Une partie des stocks est végétalisée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Plan de gestion des déchets – surveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
<b>Constats :</b> La surveillance est réalisée dans le cadre de la surveillance environnementale du site (rejets d'eau, émissions de poussières).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Plan de gestion des déchets – remise en état

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
<b>Constats :</b> Les terres végétales sont stockées sous forme de merlon au sud et au sud-ouest du site. La remise en état est finalisée. Les modalités de remise en état sont précisées dans le PGD.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet